



# Plongée à pic dans le coût des déchets pour les élus du Cap

Après un long débat, les conseillers communautaires ont refusé de voter le futur plan d'optimisation des déchets estimé à 2 811 160 euros. Un choix motivé par les échéances municipales et surtout par son montant "exorbitant"



Les élus communautaires du Cap ont reporté le vote du plan d'optimisation de la collecte des déchets. Un projet ambitieux mais qui implique de faire grimper la taxe payée par les administrés. Retour aux discussions après les élections.

/PHOTOS JONATHAN MARI

**D**epuis plusieurs mois, les élus du Cap planchent sur la réorganisation de la collecte des déchets ménagers afin de l'optimiser et se rapprocher des enjeux régionaux et nationaux affichés. Une démarche ambitieuse qui ne masque pas une réalité : le prix "extra-vagant" à payer pour y parvenir.

Si la présentation de l'étude très attendue, appelée "scénario 5 bis", ne devrait intervenir que dans l'après-midi, le sujet brûlant des déchets a fait réagir les élus d'entrée de séance. Et c'est une simple délibération portant sur une modification des statuts du Syvadec qui a lancé le débat. Ce n'est pas tant la perte d'un élu titulaire au conseil syndical qui inquiète, mais "le fou général"

et le contexte de crise qui pressent les élus communautaires à prendre position. Sans oublier ces balles qui se sont accumulées sur la recyclerie d'Ersa, depuis bloquée par le maire.

## Les déchets, ce problème politique préélectoral...

"Il a fallu jouer des trésoirs de diplomatie pour parvenir

à ces accords mais je n'en dirai pas plus au risque de mettre en péril l'accord passé à huis clos." Une formule glissée par Ange-Pierre Vivoni, élu au conseil syndical, qui n'a pas manqué de faire réagir les élus locaux pointant "un défaut de transparence".

À l'évidence, les déchets sont devenus un problème politique à vingt jours d'une échéance électorale. S'il y aura une usine de surtri pour le grand Bastia, l'heure n'est pas venue de divulguer son emplacement au risque de provoquer des tonnerres de contestation. "J'ai rarement vu une impasse publique pareille. C'est un cauchemar qui se réveille", lance Pierre Chaubon, le président de l'intercommunalité.

Mais pour sortir de "cette impasse", les élus du Cap, au même titre que d'autres collectivités, sont invités à ratifier la convention pour la généralisation du tri. Pour le territoire, il s'illustre par le scénario 5 bis. Un plan qui prévoit une collecte en porte-à-porte pour les ordures ménagères résiduelles, les biodéchets et les emballages dans 38 % des adresses du Cap. "La où c'est possible." Pour opérer cette montée en puissance, et assurer soixante-cinq tournées supplémentaires par mois, la collectivité va devoir revoir ses moyens humains et matériels. Il s'agit aussi de construire un garage à Luri et une plateforme de compostage à Sisco. Des travaux à hauteur de 1,8 million d'euros seraient déjà validés par le Syvadec.

## "Stop aux microcoupures d'électricité"

Dans le Cap Corse, ces derniers temps, les jours de vents sont accompagnés de microcoupures électriques. Une situation qui pénalise les administrés du territoire. "Elle engendre de grandes difficultés en milieu rural et cela ne peut pas durer", a expliqué Pierre Chaubon. Contactée, la direction régionale d'EDF a fait savoir qu'elle se rendrait prochainement devant les élus du Cap pour présenter un plan d'investissements afin d'améliorer ou consolider l'ensemble du système électrique de la microrégion dès 2020. "D'autant que l'enveloppe financière est disponible", a glissé le président.

## "Impossible" équations financières

Plus les chiffres défilent, plus l'incertitude se lit sur les visages. Et lorsque le coût global de 2 811 160 euros apparaît à l'écran, soit le double du budget actuel, le mot "irréalisable" se devine sur toutes les lèvres. "L'explosion des coûts du traitement communal, la celle du scénario de la collecte, on n'y arrive plus ! Il y a des choses que je ne sais pas faire car les équations financières deviennent impossibles", confie le président.

D'autant que le coût de la tonne est appelé à grimper et ce, même sans ce plan. "Comment les administrés pourront-ils supporter cette hausse?", s'interroge Laurence Piazza, maire de Meria. "On ne peut pas demander à la population de faire plus d'efforts et lui expliquer que cela va lui coûter plus cher. Et pour que cela soit rendu acceptable, on va puiser dans le budget de la communauté qui ne va plus que gérer les Ordures ménagères", résume François Orlandi.

Du côté de la marine de Pietracortbara, comme Canari, la marche arrière est enclenchée. Tous ont finalement

choisi de décaler le vote du plan mais ont accepté de valider "sur le principe" la convention.

Un choix "de sagesse" à quelques jours du scrutin municipal, suivi par une assistance composée de candidats d'opposition. Pour autant, le problème reste entier et la question du coût insoluble.

JULIE QUILLICI-ORLANDI

2 811  
160

## LE CHIFFRE

C'est en euros ce que représenterait le montant du budget annuel de la collecte des déchets pour la collectivité du Cap dans le cadre de l'adoption du scénario 5 bis de l'étude d'optimisation du service de prévention et de gestion des déchets. Il doublerait par rapport à l'actuel.